



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité départementale Rouen-Dieppe

**Arrêté préfectoral du 05 FEV. 2026** portant prescriptions complémentaires relatives à la modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la société F.C.H. SAS sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart »

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, notamment son livre V et l'article R. 181-46 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- Vu les actes antérieurs et notamment l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 autorisant la société F.C.H. SAS à exploiter une carrière ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sur le territoire de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart », et portant prescriptions relatives à l'acceptation des terres de chantiers pour le remblayage de la carrière ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2022 complémentaire modifiant le phasage des travaux de remblaiement de la carrière de la société F.C.H. SAS par des déchets non dangereux et inertes sur le territoire de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de ROUEN ;
- Vu la note d'hydrodispersion établie par INFRANEO en date du 19 août 2020 et modifiée le 1<sup>er</sup> octobre 2020 relative à l'étude de dispersion des substances contenues dans les déblais concernés par la présence d'adjuvants vers les eaux souterraines au droit du site ;
- Vu l'étude d'incidence fournie dans le dossier de porter à connaissance réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP relative à l'étude de dispersion des substances contenues dans les déblais concernés par la présence d'autres adjuvants que ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 vers les eaux souterraines au droit du site ;

- Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 28 janvier 2025 et complété le 24 avril 2025 par laquelle la société F.C.H. SAS sollicite l'autorisation d'admission de matériaux inertes et non dangereux contenant de nouveaux adjuvants pour le remblaiement de la carrière ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 novembre 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté par courriel à l'exploitant en date du 7 janvier 2026 ;
- Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

### **CONSIDÉRANT**

que la société F.C.H. SAS exploite régulièrement une carrière située sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart » ;

que l'exploitation est actuellement régie par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé, complété par l'arrêté du 29 juillet 2022 susvisé ;

que les activités d'extraction sont aujourd'hui terminées et que la carrière fait actuellement l'objet d'un réaménagement dans le cadre de sa remise en état par remblaiement au rythme moyen de 150 000 tonnes/an et devrait ainsi être finalisée en 2030 ;

que dans le cadre de cette remise en état, le remblaiement est autorisé par l'apport de matériaux inertes et non dangereux, matériaux dits de classe « K3 » et de classe « K3+ », d'origine extérieure, ainsi que par l'apport de terres naturelles dites « TN+ » issues des travaux des tunnels de la Société du Grand Paris (SGP), dans lesquelles sont présents des adjuvants minéraux et organiques ;

que la nature et les teneurs en adjuvants autorisées dans les terres sont précisées à l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé ;

qu'en outre, l'article précité prescrit à l'exploitant que pour tout nouvel adjuvant, une étude spécifique doit être fournie à l'administration pour démontrer l'absence d'impact lié à celui-ci ;

que la société F.C.H SAS a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 28 janvier 2025 précité, complété le 24 avril 2025 sollicitant l'autorisation d'accueillir en remblaiement des matériaux inertes et non dangereux susceptibles de contenir de nouveaux adjuvants appartenant à la même famille que ceux déjà autorisés (trois produits) ainsi que de nouveaux adjuvants d'une famille différente (seize produits) et qu'il a fourni à l'appui de cette demande une étude d'incidence sur l'environnement ;

qu'à cette occasion, la société F.C.H SAS sollicite la modification des dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé dans la perspective de l'admission de déblais inertes et non dangereux issus de travaux de tunneliers de la Société du Grand Paris dans les cinq prochaines années ;

qu'en particulier, les prescriptions disposent : « Pour chaque lot de terre présentant des surconcentrations d'origine naturelles (dites « TN+ ») accepté en remblayage sur le site et provenant des chantiers en lien avec l'aménagement du Grand Paris, l'exploitant s'assure par ailleurs qu'elles ne contiennent pas de substance dangereuse et, à cet effet, que les terres sont bien conformes à sa note complémentaire du 19 août 2020 (modifiée le 1er octobre 2020) relative à l'impact des adjuvants contenus dans les terres issues des chantiers du Grand Paris, à savoir :

- Que le rapport de « quantité utilisée de bentonite / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 13% ;

- Que le rapport de « quantité utilisée de chaux / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 5% ;

- Que le rapport « quantité utilisée de ciments / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 2% ;

• Que le rapport « quantité utilisée d'adjuvants contenant des molécules organiques / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 0,025% pour l'agent viscosant MAPREDILL M1, et respectivement 0,025 % et à 0,00005 % pour les agents moussants CONDAT TFA 34 et CLB F5/L.

En cas de changement des adjuvants utilisés sur les chantiers en lien avec l'aménagement du Grand Paris, l'acceptation des terres « TN+ » sera conditionnée à la fourniture préalable d'une étude démontrant l'absence d'impact et qui sera instruite dans les conditions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement » ;

que la société F.C.H SAS sollicite la modification de ces dispositions afin de bénéficier de plus de flexibilité pour répondre au marché en étendant la liste des adjuvants susceptibles d'être présents dans les remblais admissibles qui restent en tout état de cause des matériaux inertes et non dangereux répondant de la classe « K3 », « K3+ » et des terres naturelles dites « TN+ » ;

que le projet permettra de sécuriser le comblement du vide de fouille pour les cinq dernières années ;

que l'étude d'incidence fournie dans le dossier de porter à connaissance est réalisée par le bureau d'études GINGER BURGEAP et se base sur un calcul numérique des concentrations résiduelles en aval du remblai à partir des consommations d'adjuvants chiffrées à grande échelle sur des travaux de tunneliers similaires à ceux envisagés ;

que des hypothèses très sécuritaires ont été prises dans l'étude d'incidence précitée comme la possibilité que l'ensemble des remblais soit concerné par la présence des molécules étudiées, l'absence de dégradation des déblais entre le tunnelier et le site de remblaiement F.C.H SAS, et l'absence de dégradation des substances depuis le site de remblaiement et la nappe d'eau souterraine ;

qu'à l'issue des estimations des concentrations des molécules présentes dans les adjuvants étudiés, dans la matrice sols, dans l'eau des remblais et dans les eaux souterraines en aval hydraulique du site, l'ensemble des valeurs considérées sont largement inférieures aux valeurs seuils retenues ;

qu'ainsi, il apparaît que le risque pour l'environnement est non significatif ;

que, cependant, il convient de ne pas modifier les caractéristiques géotechniques des remblais admissibles sur le site et qu'il convient de ce fait, de maintenir les prescriptions du paragraphe 4 de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé relatives à la composition des terres TN+ en bentonite, chaux, et ciments ;

que par ailleurs, il n'est pas sollicité de modification de phasage, ni d'augmentation des volumes de matériaux, ni de demande de prolongation de la carrière F.C.H SAS par rapport aux conditions autorisées par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé ;

qu'en outre, aucun changement n'est demandé concernant les seuils d'acceptation (K3+ et TN+) des déblais à l'admission, ainsi que les conditions de remblaiement qui continueront de s'effectuer 100% hors de l'eau ;

que les modalités de surveillance environnementale (à l'admission des déblais, le suivi des eaux souterraines, le suivi écologique, etc. ) restent inchangées ;

qu'à l'occasion d'une réunion de présentation du projet tenue le 18 mars 2025 entre le représentant de la société F.C.H SAS et les maires des communes d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE et d'YVILLE-SUR-SEINE, aucune objection n'a été émise mais que l'attention de l'exploitant a été rappelée concernant l'entretien des routes communales, notamment la Route du Colombier ;

que l'exploitant a réaffirmé son engagement quant au sujet de l'entretien des voiries (état, nettoyage, etc) bien que le projet n'induit aucun nouvel impact en termes de trafic routier par rapport à l'autorisation déjà accordée ;

que les conditions d'exploitation, telles que définies par les prescriptions ci-après, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

que cette demande de modification des conditions d'exploitation dans le cadre du réaménagement de la carrière entraîne un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation déposé le 17 février 2017 ;

que cette modification n'est pas considérée comme une modification substantielle, et n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 compte tenu des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

qu'il convient, aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, de prendre acte de cette modification par un arrêté de prescriptions complémentaires afin de prévenir les dangers et inconvénients visés à l'article L. 511-1 dudit code et actualiser les prescriptions de l'arrêté du 27 octobre 2020 susvisé ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La société F.C.H., dont le siège social est situé 590, route du Colombier - 76480 ANNEVILLE-AMBOURVILLE, est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées pour l'exploitation de la carrière située sur la commune d'YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart ».

### **Article 2 – Affichage**

Une copie du présent arrêté est tenu au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation.

### **Article 3 – Surveillance**

La carrière est soumise à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

### **Article 4 – Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Celle-ci peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;

2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **Article 6 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE, et peut y être consultée ;

2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'YVILLE-SUR-SEINE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

3. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société F.C.H. SAS.

4. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 7 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune d'YVILLE-SUR-SEINE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société F.C.H. SAS.

Fait à ROUEN, le

05 FEV. 2026

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

5 / 8 Zoheir BOUAOUICHE

## Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral

### Société F.C.H. SAS

Carrière située à YVILLE-SUR-SEINE aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart »

#### Article unique – Procédure d'acceptation préalable et valeurs limites à respecter

Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 susvisé qui disposent :

*« En cas de changement des adjuvants utilisés sur les chantiers en lien avec l'aménagement du Grand Paris, l'acceptation des terres « TN+ » sera conditionnée à la fourniture préalable d'une étude démontrant l'absence d'impact et qui sera instruite dans les conditions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ».*

sont abrogées et remplacées par les présentes dispositions :

*« L'exploitant s'assure que les adjuvants susceptibles d'être présents dans les déblais sont de la même famille que ceux étudiés dans la note relative aux impacts des adjuvants (GINGER BURGEAP, mise à jour en 2024). Leur composition moléculaire et les quantités d'adjuvants contenus dans les déblais sont autorisés dans les limites suivantes :*



Agent	Molécule	Conc. Max Dans le produit	Consommation mg/kg
CONDAT TFA 34	Alcanes, iso-, C11-13	3%	35
	Hydrocarbures, C14-C18, n-alkanes,	50%	35
Mapedril M1 (boue)	Isotridécanol, éthoxylé	5%	35
	Hydrocarbures, C12-C15, n-alcane, isoalcane, cycloalcane. <2% aromates	50%	35
CLB F5/L	2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-méthyl-)	5%	280
	Mono-C10-16-alkyl, sulfate de sodium	5%	280
	Alcools, C10-18	1%	280
	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	5%	280
ACTISOYL 100 (terrain)	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	10%	280
	Sodium decyl sulfate	25%	280
	2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-méthyl-)	10%	280
	Alcools, C12-14	10%	280
ACTISOYL CC	Sodium decyl sulfate	25%	280
	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	10%	280
	2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-méthyl-)	10%	280
	Alcools, C12-14	10%	280
ACTI + WW	Hydrocarbures, C14-C18, n-alkanes, isoalkanes, cyclics, <2% aromatics	50%	35
	Isotridécanol, éthoxylé	5%	35
	Alcanes En C11-15, Iso-	3%	35
CLB F5/AC	2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-méthyl-)	10%	280
	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	10%	280
CLB F5/M	2-methylpentane-2,4-diol (2,4-Pentanediol, 2-méthyl-)	10%	280
	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	10%	280
Polyfoamer FP/L (terrain)	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	20%	280
	polyacrylate de sodium	40%	280
Polyfoamer FP/CC	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	20%	280
	2-(2-butoxyéthoxy)éthanol	1%	280
Polyfoamer FLS	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	20%	280
	glutaral; glutaraldéhyde	0%	280
Polyfoamer DW	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	20%	280
MasterRoc ACP143	Sels de sodium d'alcools linéaires, C12-C14, éthoxylés, sulfatés	3%	280
MasterRoc SWA 710	Pétroles lampants	30%	35
	Isotridécanol, éthoxylé	4%	35

Les déblais susceptibles de contenir les cinq autres produits suivants sont autorisés à être admis sur le site en remblai à la condition qu'ils ne modifient pas les caractéristiques géotechniques du site et que les concentrations des molécules présentes dans ces déblais n'induisent pas d'impact dans les sols, dans l'eau des remblais et dans les eaux souterraines en aval hydraulique du site :

- CONDAT TFA34 NewGeneration
- ACTI +CC
- TFA 7
- MAPEDISP FLS
- MASTEROC ACP 214.

*En cas de besoin, l'exploitant justifie par une modélisation que les conditions d'utilisation de ces cinq produits (composition moléculaire et les quantités contenues dans les déblais) garantissent des concentrations résiduelles en aval du remblai inférieures aux valeurs seuils retenues (pour l'eau de consommation humaine, ou PNEC « plus forte concentration de la substance sans risque pour l'environnement aquatique », ou DNEL « dose dérivée sans effet »).* »